



VERS UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

Comprendre et assurer des transitions énergétiques justes en Afrique



26 août 2022
Tunis, Cité de la Culture
Théâtre des jeunes créateurs

Avec la participation de



Japan International
Cooperation Agency



Note conceptuelle

Vers une transition énergétique en Afrique
Comprendre et assurer des transitions énergétiques justes en Afrique



1. Contexte

Le septième objectif de développement durable (ODD) appelle à un accès universel à l'énergie d'ici à 2030. Cela signifie que des mesures urgentes doivent être prises pour faciliter l'accès à l'électricité à **580 millions d'Africains aujourd'hui**. Toutefois, cet effort doit être guidé par les engagements pris par les dirigeants africains lors de la COP 26 à Glasgow en 2021. **Le pacte climatique de Glasgow** souligne la nécessité pour le monde de renoncer aux combustibles fossiles très polluants pour la production d'énergie et de passer à des sources d'énergie plus durables. Cela a de sérieuses implications pour l'Afrique. Premièrement, la transition déplace l'attention vers les **900 millions** de personnes qui n'ont pas accès à une énergie propre. Deuxièmement, elle pose un dilemme pour près d'un tiers des économies africaines qui dépendent des hydrocarbures. Troisièmement, elle a des répercussions sur la pauvreté, notamment en termes de pertes d'emplois inévitables, ainsi que l'augmentation potentielle des coûts de l'énergie durable. Quatrièmement, la transition pourrait exacerber les inégalités pour les femmes, les jeunes et les personnes vivant en dehors des grandes villes qui seront désavantagés de manière disproportionnée.

Les transitions énergétiques sont des changements dans la façon dont les gens produisent et consomment l'énergie en utilisant différentes technologies et sources. Une transition énergétique à faible émission de carbone est un type de transition énergétique impliquant le passage de sources d'énergie à forte émission de carbone, telles que le pétrole, le gaz et le charbon, à des sources d'énergie à faible émission de carbone ou à émission zéro, telles que les énergies renouvelables ; c'est aussi le passage parmi les combustibles fossiles comme le charbon et le pétrole au gaz naturel ou encore de la biomasse produite de manière non durable à d'autres sources plus durables et propres. C'est l'objectif inhérent aux engagements pris par l'Afrique dans le cadre de l'ODD7 et de la COP26.

La fourniture d'un accès universel n'est pas facilitée par la croissance rapide de la population, qui pourrait passer de 1,4 milliards en 2022 à 2 milliards en 2040 et presque doubler pour atteindre **2,5 milliards**, en 2050. Avec un objectif d'au moins 75 millions de nouveaux accès par an jusqu'en 2030 pour atteindre les objectifs de l'ODD7, des mesures supplémentaires sont nécessaires. La réalisation des objectifs de l'ODD7 en matière d'usage domestique implique que près d'un milliard de personnes en Afrique subsaharienne abandonnent l'utilisation traditionnelle de la biomasse solide au profit de combustibles alternatifs (GPL, éthanol, gaz naturel et électricité) d'ici à 2030. Cette transition nécessiterait de tripler le nombre moyen par an des personnes bénéficiant d'un accès, qui passerait d'environ 20 millions aujourd'hui à plus de 60 millions par an, avec un investissement conséquent, passant de **26 milliards de dollars actuellement à 50-60 milliards** par an.

L'Afrique dispose d'un vaste potentiel de ressources en énergie éolienne, solaire, hydraulique et géothermique. L'hydroélectricité reste la pierre angulaire du système électrique de l'Afrique subsaharienne, tandis que la baisse des coûts rendra l'énergie solaire de plus en plus accessible. L'énergie éolienne et géothermique sera importante là où les ressources sont disponibles. L'amélioration de la coopération régionale et l'intégration des réseaux électriques seront déterminantes pour exploiter l'énorme potentiel de l'hydroélectricité et distribuer l'électricité produite. Un système énergétique centré sur les énergies renouvelables peut contribuer à résoudre de nombreux problèmes sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux de l'Afrique. Les économies d'échelle, le vaste marché intérieur et le large éventail d'opportunités en matière d'énergies renouvelables sont les principaux moteurs d'un mix énergétique durable avec une part importante et en rapide expansion des énergies renouvelables. Cette augmentation considérable du déploiement des énergies renouvelables offrira également des opportunités sans précédent pour le développement d'une industrie locale africaine de fabrication et d'assemblage de technologies énergétiques (si elle est facilitée par des politiques nationales et régionales appropriées).

L'Afrique dispose d'abondantes ressources minérales essentielles à la production de batteries électriques, d'éoliennes et de piles à combustible, telles que le manganèse, le cuivre, le lithium, le cobalt, le chrome et le platine. Ces ressources constituent des produits d'exportation importants sur le marché mondial en transition vers le zéro carbone. Toutefois, les avantages que l'Afrique tirera de la transition énergétique dépendront également du niveau d'investissement des producteurs de matières premières et du développement des capacités de transformation en amont de la chaîne de valeur.

La construction d'infrastructures pour la transition énergétique verte nécessitera une augmentation significative des investissements. Le niveau d'investissement nécessaire pour atteindre l'accès universel en Afrique subsaharienne est estimé par l'AIE (2018) à **55 milliards de dollars** par an, dont 25 milliards pour l'usage domestique propre, soit le double des taux d'investissement actuels. Selon une estimation, également de l'AIE, l'investissement annuel dans le secteur de l'électricité dans son ensemble doit passer à environ 100 milliards de dollars par an, soit une multiplication par quatre par rapport à la valeur actuelle. Les **«Financing net-zero roadmaps»** (préparées pour la COP26) indiquent des investissements de décarbonisation dans l'énergie et les transports de l'ordre de **200 à 300 milliards de dollars** par an en Afrique sur la période 2026-2050 et de 100 milliards de dollars par an sur 2021-2015.

Ces chiffres sont déconcertants et soulèvent la question de savoir comment un tel niveau d'investissement peut être mobilisé. En raison de la faiblesse des taux nationaux d'épargne et des recettes fiscales, de nombreux pays africains ne peuvent pas financer les infrastructures nécessaires au niveau national. Il y a des limites à ce que les gouvernements peuvent faire, étant donné leurs contraintes budgétaires, et les services publics étatiques sont pour la plupart dans une position

financière fragile. Ainsi, les investissements dans les grands projets énergétiques ont tendance à être soutenus par les institutions internationales de financement et de développement et pourraient être soutenus ou financés par les mécanismes de financement durables ; cependant la question de l'accès au financement durable ou le financement vert demeure posée. Dans le domaine de la production d'électricité, les projets à grande échelle ont été plus tributaires du financement public, tandis que ceux avec les énergies renouvelables ont été davantage financés par des sources privées. Des politiques et des réglementations favorables, ainsi que des marchés en pleine maturité, ont contribué à attirer les investissements du secteur privé dans les mini-réseaux et les systèmes autonomes.

Il y aura des gagnants et des perdants dans la transition énergétique de l'Afrique. A titre d'exemple, des emplois seront perdus dans les secteurs du charbon et du charbon de bois (informel) qui font actuellement vivre des millions de personnes. Certaines régions et certains pays en bénéficieront, tandis que d'autres connaîtront peut-être un déclin économique et social. La richesse nette créée pourrait être concentrée dans les mains de quelques privilégiés, tandis que le fossé entre les riches et les pauvres risque de se creuser. Ces points ont été soulevés dans une publication conjointe du PNUD et du Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) en 2021 intitulée **«Energy and the Poor : Unpacking the Investment Case for Clean Energy»**. Si l'on ne s'attaque pas à ces injustices potentielles, les objectifs de développement durable ne seront pas atteints, les inégalités se creuseront et la transition risquerait même de dévier en raison d'une importante résistance. C'est pourquoi l'Accord de Paris appelle à des «transitions justes», c'est-à-dire à des transitions vers des sociétés écologiquement durables dans lesquelles personne n'est laissé pour compte.

En tant qu'évènement officiel en marge de la TICAD8, la rencontre parallèle intitulée «Comprendre et assurer des transitions énergétiques justes en Afrique» est organisée par le ministère tunisien de l'industrie, des mines et de l'énergie, l'agence nationale pour la maîtrise de l'énergie et le Programme des Nations Unies pour le Développement et porte sur la transition énergétique juste en Afrique. Le gouvernement tunisien, à travers son ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie, est actuellement entrain d'élaborer sa stratégie nationale de transition énergétique à l'horizon 2035, qui garantit la provision d'une énergie propre, accessible et abordable pour tous et toutes les citoyen-nes tunisien-nes et pour les activités économiques du pays en mettant l'accent sur la sécurité d'approvisionnement, la décarbonisation, la transition juste et le développement économique inclusif. Les principaux objectifs de la stratégie nationale de transition de la Tunisie sont de réduire sa demande énergétique de 30%, de porter la production d'électricité renouvelable à 35% et de réduire son intensité en carbone de 45% pour ouvrir la voie à la neutralité carbone. La Tunisie devra profiter des opportunités offertes par une transition juste à travers des technologies innovantes, le renforcement des capacités et en particulier l'accès au financement durable pour atteindre ses objectifs de transition.



2. Objectifs

Cet événement permettra d'explorer les questions suivantes :

A quoi ressemblerait une transition énergétique juste dans les divers contextes des pays de l'Afrique ? Juste pour qui ? L'accent doit-il être mis sur l'accessibilité ? Ou l'accessibilité financière ? Quelles sont les implications en matière de développement dans le contexte des ODD ?

Quel mix énergétique serait le plus approprié pour la transition énergétique de l'Afrique ? Quels sont les avantages et les inconvénients d'une transition par étapes ?

Comment les pays africains financeraient-ils une transition énergétique durable ? Quels sont les instruments de financement disponibles pour les pays africains, et quelles sont les possibilités d'accès à ces instruments ? Quelles mesures pourraient être prises pour dé-risquer (ou mutualiser les risques) les investissements dans l'énergie durable ? Les approches régionales faciliteraient-elles le financement ? La création d'un «Fonds de transition énergétique de la TICAD ou d'un fonds de financement durable de la TICAD» pourrait-elle faire partie de la solution ?

Quelles mesures pourraient être prises pour assurer à la fois l'accessibilité physique et financière (prix abordable) pour les individus et les communautés traditionnellement marginalisés ? Comment pourrions-nous faire en sorte que personne ou aucune région ne soit laissée pour compte ?

Quel rôle les organisations de développement (comme le PNUD, l'ONUDI) pourraient-elles jouer pour soutenir et faciliter une transition énergétique juste en Afrique ? Comment l'affaiblissement du multilatéralisme après la guerre d'Ukraine affecterait-il les perspectives d'une transition énergétique juste en Afrique ?



3. Résultats attendus

Les résultats attendus de l'événement parallèle sont :

- ✓ Les enjeux d'une transition énergétique juste en Afrique sont cernés et partagés par les différentes parties prenantes.
- ✓ Les bonnes pratiques et les leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies nationales de transition énergétique juste sont partagées pour guider les actions futures engagées par les pays.
- ✓ Les réformes et mécanismes mis en place pour faciliter les politiques de transition énergétiques tiennent compte des enjeux de la transition juste et les ajustements nécessaires identifiés.
- ✓ Elargir le plaidoyer international pour que le financement de la transition énergétique africaine tienne compte de la dimension juste et équitable.

4. Organisation et format de l'événement

- **Date** : 26 août 2022,
- **Durée** : 1h30, de 14h30 à 16h00
- **Format** : Hybride
- **Lieu** : Cité de la culture, Théâtre des jeunes créateurs
- **Lien pour l'enregistrement et la participation en ligne** :

https://undp.zoom.us/webinar/register/WN_hyNIIDdSSO29xspAfirLnQ

- **Nombre de participant-es** : 40

5. Participants



Participants nationaux :

Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie, Ministère de l'Environnement, Ministère des Finances, Ministère du Commerce, Ministère de l'Economie et de la Planification, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Ministre de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Âgées, Société Tunisienne de l'Électricité et des Gaz, Caisse des dépôts et Consignations, Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales, Instance Générale de Prospection et d'Accompagnement de Processus Décentralisé, Maires des villes partenaires (Gabés, Nabeul, Tunis, Sousse), Académiciens, Universitaires et représentant-es des institutions de recherche et développement, représentant-es des syndicats et des associations professionnelles, représentant-es du secteur privé et du secteur bancaire et financier.



Participants internationaux :

Représentant-es membres de l'Association Africaine des Institutions en charge de la Maîtrise de l'Energie (AFRENER), Représentant-es des partenaires techniques et financiers : La Délégation de l'Union européenne en Tunisie (UE), la Banque Mondiale (BM), l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Allemande de Développement (KfW), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), ONU Femmes, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Organisation Internationale du Travail (OIT), Bureau de la Coopération Suisse en Tunisie, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), UNHABITAT, Fonds International de Développement Agricole.



6. Programme

14h30 – 14h40

Mots d'ouverture et de bienvenue

- **Mr. Achim Steiner**, *Administrateur, Programme des Nations Unies pour le Développement*
- **Mme. Neila Noura Gongi**, *Ministre Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Tunisie*

Modérateur

- **Mr. Sami Marrouki**, *Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie*

14h40 – 14h50

La transition énergétique juste en Afrique

- **Mme Ahunna Eziakonwa**, *Secrétaire générale adjointe et directrice régionale pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour le Développement*

Modérateur

- **Mr. Raymond Gilpin**, *Chef de l'analyse stratégique et de la recherche Bureau régional pour l'Afrique, PNUD*

14h50 – 15h20

Introduction des panélistes

- **Mr. Sami Marrouki**, *Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie*

Discussions du Panel

- **Mr. Fethi Hanchi**, *Directeur Général Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie*
- **Mme Damilola Ogunbiyi**, *Présidente Directrice Générale Sustainable Energy for All*
- **Mr. Victor Djemba**, *Chef de la Division Afrique de l'ONUDI Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel*
- **Dr. Katsuya Kuge**, *Directeur principal, Groupe de l'énergie et des mines, Département de la gestion des infrastructures Agence Japonaise de Coopération Internationale*

- **Dr. Daniel Schroth**, *Directeur du département des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique*
Banque Africaine de Développement

Modérateurs

- **Mr. Sami Marrouki**, *Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie*
- **Mr. Raymond Gilpin**, *Chef de l'analyse stratégique et de la recherche*
Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

Rapporteurs

- **Mr Hassen EL Agrebi**, *Agence National pour la Maitrise de l'Energie*
- **Mme Dorra Essafi**, *Programme des Nations Unies pour le Développement*

15h20 – 15h55 Questions et Réponses

Modérateurs

- **Mr. Sami Marrouki**, *Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie*
- **Mr. Raymond Gilpin**, *Chef de l'analyse stratégique et de la recherche*
Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

15h55 – 16h00 Résumé et clôture

Modérateurs

- **Mr. Sami Marrouki**, *Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie*
- **Mr. Raymond Gilpin**, *Chef de l'analyse stratégique et de la recherche*
Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

7. Biographies



Mr. Achim Steiner

Administrateur, Programme des Nations Unies pour le Développement

Achim Steiner a été nommé Administrateur du PNUD le 19 juin 2017 par le Secrétaire général António Guterres. En avril 2021, l'Assemblée générale a confirmé sa nomination pour un second mandat de quatre ans à compter de juin 2021. M. Steiner est également le vice-président du Groupe des Nations unies pour le développement durable, qui réunit 40 entités du système des Nations unies qui œuvrent en faveur du développement durable. Pendant près de trois décennies, Achim Steiner a été un leader mondial en matière de développement durable, de résilience climatique et de coopération internationale. Il a travaillé sans relâche pour défendre la durabilité, la croissance économique et l'égalité pour les personnes vulnérables, et a été un ardent défenseur des objectifs de développement durable. Avant de rejoindre le PNUD, il était directeur de l'Oxford Martin School et membre du corps professoral du Balliol College de l'Université d'Oxford. M. Steiner a travaillé dans l'ensemble du système des Nations unies, abordant les défis mondiaux sous l'angle humanitaire et du développement. Il a dirigé le Programme des Nations unies pour l'environnement (2006-2016), aidant les gouvernements à investir dans les technologies propres et les énergies renouvelables. Il a été également directeur général de l'Office des Nations unies à Nairobi. Achim Steiner a précédemment occupé d'autres postes importants notamment celui de directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de secrétaire général de la Commission mondiale des barrages. Achim Steiner a vécu et travaillé en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique latine et aux États-Unis. Il est diplômé en philosophie, politique et économie du Worcester College de l'université d'Oxford et titulaire d'un MA de l'université de Londres/School of Oriental and African Studies.



Mme. Neila Nouira Gongi
*Ministre, Ministère de l'Industrie, des Mines
et de l'Energie, Tunisie*

Depuis octobre 2021, Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Mme Neila Nouira Gongi est diplômée du cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration de Tunis en tant que «Conseiller des services publics» en 1985 et de l'Institut de Défense Nationale (IDN), 23ème promotion. Elle a rejoint la Direction de la Coopération du Ministère de l'Economie Nationale en tant que responsable de la coopération bilatérale puis de la coopération multilatérale, où elle était membre permanent représentant le Ministère dans les négociations avec l'Union Européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce. En 1995, elle a rejoint le Cabinet du Ministre de l'Industrie en tant que Chargée de Mission et Directrice de la Coopération Internationale. De 2003 à 2006, elle a occupé le poste de Directrice Générale des Stratégies Industrielles au Ministère de l'Industrie, puis celui de PDG du Pôle de Compétitivité Monastir-El Fejja (MFCPOLE) de novembre 2006 à 2021.

Mme Neila Nouira Gongi possède une expérience confirmée dans le domaine des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation et elle dispose d'une expérience significative dans la mise en œuvre des stratégies de développement industriel :

- Son dernier poste en tant que PDG de MFCPOLE lui a permis de développer les composantes du Pôle de Compétitivité y compris le Technopole Textile et Matériaux et ce dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ceci lui a également permis d'acquérir et de mettre en pratique ses compétences dans le domaine de la gestion des Technoparks, l'appui à la recherche et à l'innovation, la gouvernance des clusters et l'accompagnement des startups technologiques.
- Ses principales formations complémentaires portent sur les domaines de la négociation, des certificats d'origine, de la propriété intellectuelle, de l'évaluation des politiques industrielles et de l'innovation, du Management de l'innovation et des projets collaboratifs y compris européens.
- Mme Nouira Gongi a été membre de plusieurs associations, parmi lesquelles, l'Association des Technoparks Tunisiens (ATT) dont elle a assuré la présidence pendant 08 années.



Mme Ahunna Eziakonwa

Secrétaire générale adjointe et directrice régionale pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour le Développement

Mme Ahunna Eziakonwa, est Administratrice adjointe du PNUD et directrice du bureau régional pour l'Afrique, avec le rang de Assistante Secrétaire Générale. Elle dirige plus de 4000 employés qui mettent en œuvre un programme de développement annuel de 1,2 milliard de dollars dans 46 pays africains. Elle est profondément passionnée par l'égalité, l'inclusion, la refonte des récits sur l'Afrique, la mobilisation des jeunes entrepreneurs et la dignité des populations africaines. Sa vision «La promesse de l'Afrique : l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique» offre une nouvelle perspective pour le développement en Afrique. Elle a créé l'Africa Influencers for Development (AI4D) pour faire en sorte que l'argent de l'Afrique serve au développement de l'Afrique, l'Initiative des jeunes femmes leaders d'Afrique, le magazine Africa Innovates et l'Africa Borderlands Centre. Elle dirige la réponse socio-économique et de relèvement du PNUD en Afrique depuis la COVID 19 et (co-)préside la Plateforme de collaboration régionale de l'ONU pour l'Afrique qui supervise la mise en œuvre de la réforme régionale de l'ONU proposée par le Secrétaire général. Elle a passé 10 ans comme coordinatrice résidente et humanitaire des Nations unies en Éthiopie, en Ouganda et au Lesotho. En tant que chef (Afrique) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), elle a dirigé les interventions lors de catastrophes naturelles, d'urgences et de transitions vers le relèvement. Avant l'ONU, Mme Eziakonwa a travaillé pour «Initiatives of Change» en tant que coordinatrice internationale de l'initiative «Creators of Peace - Women's Initiative». Elle est diplômée de l'école des affaires internationales et publiques de l'université Columbia, du programme exécutif de la Harvard Kennedy School et est titulaire d'une licence en éducation de l'université du Bénin au Nigeria..



Mr. Fethi Hanchi

Directeur Général, Agence Nationale pour la Maitrise de l'Énergie

Diplômé en génie mécanique, M. Hanchi a plus de 22 ans d'expérience dans le domaine de l'efficacité énergétique. IL a été activement impliqué dans la réforme du secteur énergétique en Tunisie et a contribué à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation

de programmes d'efficacité énergétique dans le pays. Depuis 2011, F. Hanchi est directeur de la Division de l'utilisation rationnelle de l'énergie à l'ANME. A ce titre, il a été en charge de la gestion et de la coordination des programmes et activités d'efficacité énergétique dans les secteurs tertiaire, résidentiel, du bâtiment et des transports en Tunisie. Son portefeuille comprend une contribution à l'élaboration des programmes nationaux pour l'efficacité énergétique dans le secteur public, des conventions d'efficacité énergétique avec les autorités locales, ainsi que des projets de coopération nationale et méditerranéenne. Il a une solide expérience dans les aspects économiques et de gestion de l'efficacité énergétique. Depuis mars 2019, il est nommé directeur technique central de l'ANME, et à partir de juin 2020, il est nommé Directeur Général de l'ANME.



Mme Damilola Ogunbiyi

Présidente Directrice Générale, Sustainable Energy for All

Damilola Ogunbiyi a été la directrice générale de l'Agence d'électrification rurale du Nigeria de mai 2017 à décembre 2019. Elle a également été l'assistante spéciale principale du président du Nigéria, Muhammadu Buhari, et chef de l'équipe du pouvoir consultatif

au sein du bureau du vice-président. Mme Ogunbiyi est engagée sur les questions liées à l'accès aux énergies renouvelables, les Objectifs de développement durable et l'inclusion des femmes et des jeunes dans le secteur de l'énergie. Elle a écrit sur l'importance de l'accès à l'énergie pour les services de soins de santé pendant la pandémie de COVID-19 et sur la manière dont l'accès à l'énergie peut soutenir la reprise économique après la pandémie dans des pays comme le Nigeria. Elle est commissaire pour le groupe de réflexion international Energy Transitions Commission, et commissaire pour la Global Commission to End Energy Poverty, une initiative du Massachusetts Institute of Technology et de la Rockefeller Foundation.



Mr. Yuko Yasunaga

Chef de la Division régionale pour l'Afrique Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Avant sa nomination actuelle, M. Djemba a été le représentant de l'ONUDI au Sénégal, avec une couverture du Cap Vert, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie de 2013 à 2018. De 2007 à 2013, il était basé à Vienne, où il coordonnait les opérations au niveau national, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la cohérence du système des Nations Unies et l'initiative «Unis dans l'action», ainsi que la contribution de l'ONUDI aux processus de consultation pour la formulation du programme de développement post-2015 et des objectifs de développement durable. M. Djemba a rejoint l'ONUDI en 1996 en tant qu'expert associé et a travaillé à Madagascar et en Côte d'Ivoire pendant sept années consécutives. Avant de rejoindre l'ONUDI, il a travaillé dans le secteur privé en France.



Dr. Katsuya Kuge

Directeur principal, Groupe de l'énergie et des mines, Département de la gestion des infrastructures, Agence Japonaise de Coopération Internationale

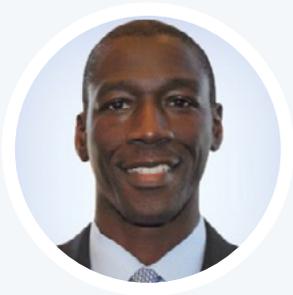
Dr. Kuge a rejoint la JICA en 2002. Il a été en poste en Afrique pendant 7 ans, au Ghana, en Sierra Leone et au Kenya. Il possède une vaste expérience dans les domaines de l'énergie, de la consolidation de la paix et de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Il dirige actuellement le pool énergétique africain et la transition énergétique en tant que chef du groupe Énergie et mines. Il a obtenu son doctorat en ingénierie à l'Institut de technologie de Tokyo, à Tokyo, au Japon.



Dr. Daniel Schroth

*Directeur des énergies renouvelables
et de l'efficacité énergétique, Banque
africaine de développement*

Dr Daniel-Alexander Schroth est directeur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à la Banque africaine de développement. Il supervise les activités de prêt et hors prêt de la Banque dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès à la cuisson propre. Il est également responsable du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), et de l'initiative Desert to Power (DtP) . Il était auparavant le coordinateur du pôle Afrique de l'énergie durable pour tous (SEforALL) hébergé par la BAD en partenariat avec l'UA, le NEPAD et le PNUD. Daniel a également coordonné le projet Africa Climate Technology and Finance Centre, le programme de développement du marché des mini-réseaux verts et la participation de la Banque au Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Daniel possède une vaste expérience dans le domaine de la politique énergétique et des énergies renouvelables. Avant de rejoindre la BAD, il a travaillé pendant plusieurs années pour la Commission européenne au siège et sur le terrain, pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et dans le secteur privé. Daniel est titulaire d'un doctorat et d'un masters en relations internationales avec une spécialisation en politique énergétique internationale de l'Université de Cambridge, et des diplômes en commerce de Reims Management School et de l'European School of Business (ESB) Reutlingen.



Mr. Raymond Gilpin

Chef de l'analyse stratégique et de la recherche, Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

Dr Gilpin est le chef de l'équipe de l'analyse stratégique, analyse et recherche du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Avant de rejoindre le PNUD, il était le doyen académique de l'Africa Center for Strategic Studies à Washington DC et directeur économique de l'United States Institute of Peace. Il a également occupé des postes de direction à la Banque centrale de Sierra Leone, à la Banque africaine de développement et à la Banque mondiale. Raymond a été intronisé au Martin Luther King Collegium of Scholars du Morehouse College d'Atlanta en 2015 pour son travail sur l'économie et la paix.



Mr. Sami Marrouki

Spécialiste en Energie et changement climatique, Tunisie

Sami Marrouki est ingénieur Energéticien depuis 1989 avec plus de 30 années d'expérience dont plus de la moitié dans le secteur public et l'autre moitié dans le secteur privé en tant que consultant international en énergie et environnement et chef d'entreprise industrielle. Il est expert en efficacité énergétique et énergie renouvelable, en techniques environnementales et changement climatique ainsi qu'en Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Sami Marrouki est Président du Réseau Pacte Mondial des Nations Unies de Tunisie (UN Global Compact Network Tunisia) depuis sa création en septembre 2015 et Président de l'Institut de Responsabilité sociétale des Entreprises de Tunisie (IRSET) depuis 2014. Il est aussi Vice Président du Cluster Tunisen d'Énergie Renouvelable et d'Efficacité Énergétique (TuniCREEE)

